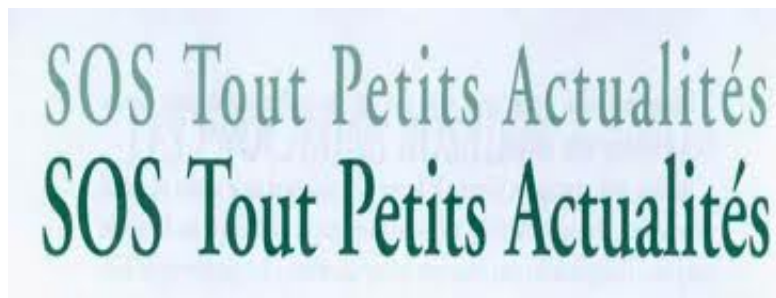


La manifestation de SOS Tout-petits interdite

Author : Jeanne Smits

Categories : [avortement](#), [Jeanne Smits](#)

Date : 21 novembre 2011



Les violents ont eu la priorité

Pour la première fois depuis 1999, et dans des circonstances qui l'ont privée de la possibilité de contester la décision en temps et en heure, l'association SOS Tout-petits s'est vu interdire le droit de manifester à proximité d'un avortoir contre le massacre des tout-petits. Le Dr Dor et ses amis avaient fait toutes les démarches nécessaires auprès de la préfecture pour aller, pour la troisième fois, samedi, devant l'hôpital Tenon dans le XXe arrondissement de Paris, où le service d'« IVG », fermé un temps, a rouvert sous la pression de la gauche. Mais ce sont les militants de la CGT, Sud, la Ligue des droits de l'homme, ATTAC, le Planning familial, la Fédération anarchiste, la CNT, le PS et quelques autres qui à travers le « collectif Tenon » ont obtenu l'autorisation de se rassembler devant l'entrée principale de l'hôpital et de processionner autour du complexe hospitalier.

La préfecture de police avait interdit à la dernière minute, vendredi soir, le rassemblement pacifique – et déclaré ! – du Dr Dor en invoquant des « risques graves à l'ordre public », puisque les deux rassemblements de septembre et octobre avaient donné lieu « à des débordements violents » avec les contre-manifestants – le fameux « collectif Tenon ». Une dépêche d'AFP rappelle à cette occasion que l'hôpital Tenon « avait été le premier centre saccagé par des “commandos pro-vie” » en 1987... « Saccagé » ! Il faut oser...

A croire que le Dr Dor, quasi aveugle, touchant de fragilité physique, et les quelques dizaines de personnes qui l'accompagnent pour dire pacifiquement le chapelet, représentent une menace pour les passionnés de l'avortement qui réclament le droit de tuer les enfants ? Faut-il donc oublier qu'en septembre, ce sont justement des hurluberlus du « collectif Tenon » qui ont violemment bousculé le groupe de SOS Tout-petits, qui a dû être protégé par les policiers anti-émeute, tandis qu'une photographe, Anne Kerjean, était agressée par les manifestants qui l'ont fait tomber et tenté de lui arracher son matériel photo ? La violence n'était que d'un côté.

Samedi, la police – au terme d'une discussion serrée que je rapporte [ici](#) –, a fini par me signifier explicitement que si je m'approchais de la manifestation autorisée, je prendrais « des coups ». Autrement dit : alors que les militants de SOS Tout-petits étaient à l'évidence pacifiques et, compte tenu de leur âge moyen et de leur comportement, inoffensifs, les pouvoirs publics ont cédé devant l'agressivité d'un groupe dont ils savaient ne pas pouvoir maîtriser les actions violentes et la dangerosité.

C'est, en soi, un scandale majeur.

Les quelques dizaines de manifestants de SOS Tout-petits ont passé leur samedi matin à prier dans un bus de police, cueillis les uns après les autres à leur arrivée sur le lieu ou à leur sortie du métro, uniquement sur leur bonne gueule. La police a vérifié leur identité, et les a gardés dans le « panier à salade » jusqu'à la dispersion des pro-avortement, avant de les conduire vers un métro un peu éloigné pour qu'ils rentrent chez eux.

Quant à moi, il a fallu que je discute ferme pour conserver mon droit de faire mon boulot de journaliste. Et obtenir enfin ce que je voulais : l'affirmation par la police du caractère dangereux de la manif pro-avortement, caractère dangereux qui a motivé l'atteinte à la liberté d'expression et de manifestation des défenseurs de la vie, ainsi que, dans une certaine mesure, l'empêchement de mon droit et devoir d'informer puisque la police prétendait (sans succès) m'immobiliser dans le bus de police à mon tour.

Les militants de SOS Tout-petits entendent agir en justice contre l'interdiction qui leur a été faite et l'entrave à leurs libertés et leurs droits. La prochaine manifestation près de Tenon est fixée au samedi 10 décembre.

[Article extrait du n° 7479 de Présent, du Mardi 22 novembre 2011.](#)